

L'HUMANITE DES DEBATS

Contre la « finance », augmenter les salaires

PAR ALPHONSE FERNANDEZ, INGENIEUR, ET RAPHAËL THALLER, ECONOMISTE.

Le point de départ de la crise financière est l'existence d'une masse considérable de capitaux « libres » à la recherche d'une rentabilité immédiate, la plus forte possible. Mais ces capitaux disponibles ne suffisent pas ; il faut aussi que la réglementation ne leur fasse pas obstacle, donc des décisions politiques pour ce faire. D'où les mesures initiées par Reagan, Thatcher pour la libéralisation des flux financiers et des échanges, socle politique tant de la mondialisation financière que des politiques internes orientées vers la destruction du « rapport salarial » et de « l'État social ». Libéralisation et mondialisation ont consolidé ce que Marx nomme le capital porteur d'intérêt ou plus communément appelé le capital de placement financier. Ce capital nourrit l'illusion de valoriser l'argent à partir de l'argent, sans passer par la production !

Le capitalisme aurait ainsi enfin trouvé la parade infaillible à la « crise » (globale, structurelle, générale, systémique, durable, finale, endémique, etc.) qui, paraît-il, le ronge depuis sa naissance. Le capital aurait en effet inventé la façon de faire des profits sans avoir à investir ni à embaucher, c'est-à-dire sans plus exploiter qui que ce soit. Il lui suffirait désormais de jouer au grand bazar de la financiarisation.

Or la crise financière ne doit pas nous faire oublier que ce capital financier est issu non pas de la « finance » - autant dire que l'argent vient de l'argent, comme par enchantement - mais des richesses produites par le seul travail humain. Il vient de la valeur ajoutée créée au sein de l'économie réelle (les biens et les services). Une part de plus en plus grande de cette valeur est accaparée par les actionnaires sous forme de dividendes et par les banques sous forme d'intérêts. Ces dernières décennies ont vu de forts changements dans la répartition des revenus au profit du capital au détriment des salaires, aggravant les conditions d'exploitation (intensification et précarisation du travail).

Car la finance ne peut par elle-même créer de la valeur ajoutée puisqu'elle ne fabrique rien, ni biens ni services. La célèbre « création de valeur pour l'actionnaire » ne constitue qu'une ponction sur les richesses produites. Et les titres financiers (actions, obligations, etc.) ne sont pas du capital réel, mais des droits de tirage sur ces richesses. Ils représentent un capital de placement devant être valorisé, au travers des banques d'investissements financiers, des

fonds de pension, etc. Les revenus financiers ne constituent donc rien d'autre qu'une partie des profits d'exploitation. Partie non réinvestie, mais distribuée. Autrement dit, ce n'est pas la Bourse qui finance l'économie, mais c'est l'économie qui nourrit la Bourse.

Comment les entreprises de l'économie réelle font-elles pour les payer, ces revenus financiers ? En puisant dans leurs profits, qu'elles réalisent chaque année. Ces profits réels sont issus des richesses réelles créées par le travail réel. En 2007, les profits bruts des sociétés non financières se sont élevés à près de 300 milliards d'euros. Les entreprises ont distribué 106 milliards, soit le tiers de ces profits, à leurs actionnaires ou à leurs banques. De la même manière, on peut montrer que les administrations publiques (APU) payent également des revenus financiers, pour un montant net de 37 milliards d'euros. Il s'agit principalement des intérêts versés au titre de la dette publique (État et collectivités). Et comment les APU font-elles pour payer ces charges financières ? En prélevant sur les impôts, acquittés par les contribuables, c'est-à-dire là encore sur des richesses produites dans l'économie réelle.

Ces revenus « financiers » issus de l'exploitation finissent bien quelque part : pour l'essentiel, on les retrouve dans les poches des « ménages » qui ont reçu en 2007 la coquette somme de 124 milliards d'euros de revenus de ce type. Ce phénomène de placement financier gagne certes les ménages modestes qui s'efforcent de constituer une petite épargne (par exemple le Livret A), ou qui, par peur du lendemain, s'astreignent à prendre des assurances, contre la maladie ou pour la retraite, sacrifiant ainsi leur consommation immédiate. Mais cette épargne de précaution ne doit pas être confondue avec l'épargne lucrative des classes riches, qui profitent le plus des revenus financiers. Une partie de ces revenus est constamment replacée (afin de continuer à recevoir ultérieurement de nouveaux revenus) mais une autre est à l'évidence consommée (voitures, maisons, produits de luxe...). Les rentiers ne s'oublient pas. C'est aussi pour satisfaire leurs besoins réels que l'économie réelle est progressivement réorientée. Très concrètement, on assiste donc année après année à une modification du partage du « gâteau » au profit des classes possédantes, sous le couvert de la « financiarisation ».

Il n'est pas inutile de rappeler ici que le capitalisme n'a pas (sur ce plan) fondamentalement changé. Il n'est pas devenu plus « spéculatif » qu'avant. Aujourd'hui comme hier, il faut toujours mettre au travail des salariés pour produire de la valeur et des profits, dont les revenus financiers ne sont jamais qu'une fraction. À aucun moment d'ailleurs la spéculation n'a constitué l'essence (ni l'esprit) du capitalisme. Et cela ne saurait changer. Les pratiques spéculatives se situent au niveau de la circulation du capital (les titres, la monnaie...) mais non au niveau de la production. Si tous les capitalistes dans leur ensemble se contentaient de spéculer, le système s'effondrerait en 48 heures car il est impossible de ponctionner une valeur qui n'a pas été produite. C'est la loi implacable de la valeur. Et c'est la leçon majeure à retenir de la crise actuelle.

Dès lors, il y a bien mieux à faire que « réguler » la finance ou la « taxer » : c'est l'éteindre. Pour cela, l'augmentation des salaires (directs et indirects) s'impose. Elle permettra d'inverser la pompe, cette fois à l'avantage des besoins populaires et de la Sécurité sociale. Bien sûr, les profits diminueront, mais il en restera suffisamment pour l'investissement. En revanche, les rentiers en souffriront, ils devront réduire leur train de vie, c'est bien leur tour. Cela fera encore trembler la Bourse et fuir les capitaux financiers ? Tant mieux, nous n'en avons nullement besoin. Un solide secteur bancaire nationalisé sera là pour collecter les dépôts et orienter le crédit là où nous en aurons besoin. Voilà une bonne façon de « rendre l'argent utile ».